

Action locale pour la protection de l'environnement mondial



Légende : L'équipe de planification AL21 à Durban, en Afrique du Sud, membre du Programme des communautés modèles. (Photo gracieuseté de l'ICLEI)

2003-02-20

Keane J. Shore

Au Canada, à Hamilton-Wentworth, des groupes de citoyens et des planificateurs ont créé une carte de pointage environnementale que la ville utilise pour voir si elle progresse dans la voie du développement durable. Il s'agit d'une liste de contrôle détaillée qui concerne, entre autres, les pistes cyclables, la pollution du port, le sel épandu sur les routes en hiver pour faire fondre la glace et faciliter la circulation, la consommation d'électricité par habitant et les usagers des transports en commun. La surveillance est communautaire.

À l'autre bout du monde, à Jinja, en Ouganda, on s'efforçait de décentraliser un système politique local hiérarchisé afin qu'il soit plus facile d'améliorer les services locaux, ainsi que de protéger et d'améliorer l'environnement dans la ville et ses environs. Les connaissances communautaires d'une foule de citoyens ordinaires se sont révélées essentielles, tant pour dresser une carte des problèmes environnementaux locaux que pour y proposer des solutions.

Dans les deux cas, il s'agissait de projets pilotes du Programme des communautés modèles lancé il y a près de 10 ans par le [Conseil international pour les initiatives écologiques locales \(ICLEI\)](#), qui a son siège à Toronto, et financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). En tout, le programme pilote de quatre ans a aidé 14 communautés dans 12 pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Canada et au Royaume-Uni. L'ICLEI a tiré de ces projets pilotes des enseignements qu'il a depuis transmis à des milliers d'autres municipalités, par l'intermédiaire de son initiative baptisée [Action locale 21 \(AL21\)](#). [Site Web en anglais seulement]

« Penser globalement et agir localement »

Le message de l'initiative, et de l'ICLEI, peut se résumer dans ce slogan à la mode à la fin des années 1980 : « Penser globalement et agir localement. » Toutefois, les acteurs ne sont pas de simples personnes. Ce sont des villes du monde entier. AL21 demande aux administrations locales d'élaborer leurs propres plans d'action pour un développement durable afin que les besoins locaux soient ciblés, sans oublier la santé générale de la planète.

Depuis que le *Congrès mondial des autorités locales pour un avenir durable*, organisé en 1990 par les Nations Unies, a mandaté l'organisation, l'ICLEI persuade sans bruit les municipalités de faire face à leurs propres problèmes de développement durable afin de rendre l'environnement mondial plus viable. Plus de 6 400 villes ont opté pour différents aspects d'AL21. L'ICLEI est à la fois pourvoyeur d'information, chercheur, formateur, consultant technique et dépositaire général, servant de lien entre toutes.

Il y a 10 ans, quelque 200 administrations locales réparties dans 43 pays appuyaient la création de l'ICLEI. Depuis, on est passé à environ 425 villes et associations municipales membres dans le monde. Au-delà, quelques 6 416 administrations locales dans 113 pays ont entrepris une planification s'inspirant d'AL21, selon la conception originale de l'ICLEI, son défenseur. L'activité d'AL21 se concentre majoritairement en Europe, mais ces dernières années, c'est dans la région Asie-Pacifique que sa croissance est la plus marquée.

Programme des communautés modèles

La collaboration entre le CRDI et l'ICLEI découle de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992, aussi appelé Sommet de la Terre de Rio. Le CRDI y a été nommé parmi les quelques organisations qui pouvaient contribuer à la concrétisation d'une résolution appelée Action 21. Action 21 est un plan global pour le développement durable adopté à Rio par les dirigeants du monde. Il énonce des tactiques générales pour assainir l'environnement et favoriser un développement écologique. En prenant Action 21 comme point de départ et en s'appuyant sur l'AL21, l'ICLEI a réussi à transformer un mouvement mondial de villes en autant d'adhérents.

Le CRDI a offert rapidement de devenir partenaire de recherche de l'ICLEI dans le cadre de son Programme des communautés modèles, et c'est là un des nombreux élans communautaires pour l'environnement que l'ICLEI a su imprimer avec l'AL21.

« Le Programme des communautés modèles visait à aider les administrations locales à définir, à essayer et à évaluer différentes approches par rapport à la planification du développement durable », explique Denise Deby, administratrice principale de programme au CRDI.

Bowdin King, coordonnateur de la campagne sur l'eau et de la campagne AL21 de l'ICLEI, estime pour sa part que le Programme des communautés modèles est sans doute ce qui a eu le plus d'incidence sur le *Guide de planification d'Action locale 21* de l'ICLEI, qui sert désormais de « bible » pour l'essentiel des exercices participatifs de planification environnementale locale. Le *Guide de planification d'Action locale 21* a d'abord été publié en anglais et en espagnol par l'ICLEI, le CRDI et le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Il existe maintenant dans de nombreuses langues et il est utilisé dans les programmes universitaires dans le monde entier. Les gouvernements nationaux et les administrations locales s'en inspirent même dans leurs initiatives AL21.

Passer de la théorie à la pratique

AL21 est un processus dans le cadre duquel des villes demandent aux citoyens de leur donner des idées sur la nature des problèmes et sur les solutions à y apporter. Près des deux tiers des milliers de villes qui participent au programme ont adopté des plans d'action locaux et, dans près des trois quarts d'entre elles, des groupes de citoyens ont contribué à leur formulation.

« On obtient de bons résultats, même si j'ai tendance à parler de ce que l'on n'a pas (encore) réussi à faire », reconnaît Konrad Otto-Zimmerman, le secrétaire général de l'ICLEI. « Le message est évident : AL21 est un mouvement qui continue de grandir [...] Grâce aux projets pilotes, nous avons pu définir une méthodologie de départ afin d'avoir des points de référence. »

En une décennie et en se fondant sur les projets pilotes, les villes ont élaboré leurs plans d'action AL21. Konrad Otto-Zimmerman affirme que le moment est venu d'encourager plus de villes à passer de la théorie à la pratique, pour reprendre les mots utilisés par l'ICLEI.

Mettre l'accent sur les problèmes d'eau

Une des principales campagnes internationales de l'ICLEI concerne les problèmes d'eau. Bowdin King explique que l'eau est devenue une priorité pour les municipalités du monde entier, quelle que soit leur situation économique. Il leur faut sans doute en faire une meilleure utilisation ou avoir accès à un meilleur approvisionnement ou encore améliorer leurs mesures sanitaires.

Il ajoute que, si beaucoup de pays ont des politiques nationales en faveur du développement durable, les administrations locales ont en fait pris les choses en main et commencé à agir, souvent plus vite et plus efficacement que les gouvernements plus haut placés. Pour bon nombre de ces villes, le manque apparent de volonté politique et de fonds de leur gouvernement national est problématique, et elles assurent qu'elles pourraient faire bien davantage avec plus de soutien.

Pour beaucoup de villes, donc, la priorité, c'est l'eau. Mais AL21 couvre tout l'éventail des questions relatives à l'environnement et au développement durable. C'est également sous l'égide de l'ICLEI qu'est né un mouvement appelé Campagne des villes pour la protection du climat. Il s'agit d'un réseau grandissant d'administrations locales qui prennent des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans leurs villes, pour améliorer leur air et pour les rendre plus vivables et plus durables. Pour l'instant, quelque 550 villes ont décidé de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre d'accords qui rappellent celui que les gouvernements nationaux ont ratifié à Kyoto, au Japon.

« Je n'irai pas jusqu'à parler de « mini-protocoles de Kyoto », mais force est de constater qu'au niveau local, toutes ces villes se sont engagées à réduire ces émissions, et il est intéressant de noter que ces accords ont tous la même teneur », déclare Robert Kerr, directeur des services de l'énergie de l'ICLEI.

Renforcer la dynamique... et le développement durable

À l'assemblée des administrations locales animée par l'ICLEI pendant le Sommet mondial sur le développement durable, les représentants de ces administrations ont approuvé la phase suivante d'AL21 comme mandat pour la décennie à venir. L'ICLEI, déclare Robert Kerr, entend s'appuyer sur l'élan imprimé à l'AL21. Ce qui donne également un poids croissant à l'action locale, c'est le fait que les villes participantes représentent ensemble un énorme pouvoir d'achat, ce qui leur permet d'inciter les fournisseurs à créer et à leur vendre des produits et des services plus respectueux de l'environnement.

Konrad Otto-Zimmerman estime qu'AL21 encourage les villes à devenir plus durables, tout en tenant compte de ce qu'il appelle des « objectifs mondiaux communs. »

« Que recherche-t-on à l'échelle locale? », demande-t-il. « La réponse est créer, dans la mesure du possible, une économie locale viable qui contribue à créer des emplois et des cycles économiques propres à beaucoup mieux aider les gens. »

AL21 repose sur le principe que le développement durable dépend d'économies locales viables, de communautés justes et paisibles et sur des villes résilientes et éco-efficaces, capables de réagir aux préoccupations mondiales en matière de protection du climat, de qualité de l'air et de l'eau, et de protection des sols et de la biodiversité.

Keane J. Shore est rédacteur pigiste à Ottawa.